

Madagascar Hitabatumg

- Rufford

271101 1987

17 PPS 1000

Ildephonse HITABATUMA

C/O ORINFOR

B.P. 83 KIGALI.

ORINFOR

Kigali, le 27 octobre 1987

Handwritten signature

A traiter par
Date entrée : 16-11-87
N° Classement : 29708/87

✓ Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
KIGALI.

S/Couvert de:

- Monsieur le Directeur de l'Office
Rwandais d'Information
KIGALI.

P.O le Chef de Section Secrétariat
Général et Relations Publiques
Téléphone NYILIMANZI



Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre
Excellence en annexe de la présente, le rapport d'une
mission de formation et d'information que j'ai effectuée
aux Etats-Unis d'Amérique du 21 septembre au 16 octobre
1987.

Je Vous en souhaite bonne réception
et Vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expres-
sion de mes sentiments les plus déférents.

Copie pour Information à:

- Monsieur le Ministre des Affaires
Etrangères et de la Coopération
KIGALI.

- Monsieur le Président du Conseil
d'Administration de l'ORINFOR
BYUMBA.

Handwritten signature
Ildephonse HITABATUMA
Chef de Section "Rédaction
des Journaux Parlés"
ORINFOR/KIGALI.

INTRODUCTION.

Le programme de formation et d'information auquel j'ai participé du 21 septembre au 16 octobre 1987 était destiné aux journalistes africains francophones. Ce programme dont le thème central était "LE PROCESSUS POLITIQUE AMERICAIN" était parrainé par le Service Américain d'Information (USIA: United States Information Agency) mais son organisation pratique était confiée à un organisme privé "l'Académie pour le Développement de l'Education". L'Académie pour le Développement de l'Education est une institution sans but lucratif qui s'occupe sur le plan américain et international de nombreuses questions dans les domaines des communications et de l'éducation.

1. Objectifs du programme.

Organisé à l'intention des journalistes africains d'expression française, ce programme avait pour but de permettre aux participants d'approfondir leurs connaissances et leur compréhension des processus politiques aux Etats-Unis, particulièrement en ce qui concerne la politique extérieure et économique américaine en Afrique.

Ce programme nous a donné l'occasion notamment:

- d'étudier les Institutions Politiques Américaines;
- d'observer le processus de prise de décision du gouvernement en ce qui concerne l'établissement de la politique étrangère et économique;
- de passer en revue des exemples de la politique étrangère américaine en Afrique;
- de discuter des objectifs de la politique étrangère américaine, d'observer comment les lobbies, les groupes qui s'intéressent à une cause particulière, et les médias influencent ces objectifs, et de passer en revue la politique économique nationale et internationale actuelle des Etats-Unis;
- d'examiner les grandes orientations et les grands mécanismes du journalisme aux Etats-Unis et enfin d'établir un échange d'expériences professionnelles entre les journalistes africains et américains.

Cet exposé qui a été présenté par Madame Jane KIRTLEY, Directrice exécutive du "Comité pour la liberté de la presse" a donné un aperçu du droit de liberté de presse tel qu'il est décrit dans le premier amendement de la constitution américaine, cet amendement étant le véritable bouclier des journalistes dans leurs investigations et surtout dans leurs publications. Cet exposé a également brossé un tableau des infractions légales telles que la diffamation et les violations du droit privé. Le premier amendement de la constitution américaine précise entre autre, que "le congrès ne doit prendre aucune loi freinant la liberté de la parole ou de la presse". Les Etats-Unis sont-ils le seul pays au monde à jouir de cette liberté de la presse?

Les Etats-Unis ont-ils le droit d'imposer leurs points de vue en ce qui concerne la liberté de la presse? La presse américaine doit-elle nécessairement être prise en exemple par les pays en voie de développement? La liberté de la presse selon la conception américaine ne peut-elle pas s'avérer dangereuse et/ou inadaptée à d'autres systèmes politiques? Autant de questions qui étaient soulevées à la faveur de cet exposé par ailleurs intéressant.

Le troisième exposé du jour entrait véritablement dans le vif de notre sujet.

" Le système politique américain" est le thème de l'exposé que nous a présenté Monsieur ROGER H. DAVIDSON, Chef du Service Recherches à la Bibliothèque du Congrès américain. Il s'agissait d'un sujet qui n'était pas en fait nouveau pour nous, puisque, nous l'avions tous plus ou moins étudié dans des cours d'histoire. L'orateur nous a en effet parlé du système politique américain en général et du rôle des trois branches principales du pouvoir.

Comment sont prises les grandes décisions de la politique américaine? L'influence du congrès des Etats-Unis? L'influence des groupes de pression dans la course à la Maison Blanche?... Voilà une série de questions sur lesquelles ont porté les discussions qui ont suivi l'exposé.

à propos de la bande d'Aouzou et du problème saharoui, sans oublier quelques autres points chauds du continent africain comme la corne de l'Afrique...

Les Etats Unis ont-ils un rôle à jouer dans tous ces conflits? Voilà un sujet qui nous passionnait tous et qui méritait bien des approfondissements que le temps ne nous permettait malheureusement pas toujours. Deux séances d'information nous ont conduits au Centre de la presse étrangère de l'Agence Américaine d'Information (USIA) où l'on nous a expliqué le rôle et le fonctionnement de ce centre qui aide les journalistes étrangers en visite à couvrir l'ensemble des informations aux Etats-Unis. C'est dans ce centre également que Madame Nancy MORGAN, Chef de Bureau au Département d'Etat nous a parlés des intérêts Américains en Afrique.

- Intérêts humanitaires
- Intérêts stratégiques
- Intérêts politiques et idéologiques
- Intérêts liés au développement économique.

La journée du 24 septembre 1987 a été consacrée aux visites professionnelles dans les différents services de l'USIA, Agence Américaine d'Information. Nous avons ainsi pu apprendre les divers services que peut offrir l'USIA dans le cadre des échanges culturels. Ainsi par exemple à l'occasion de notre visite à "La voix de l'Amérique" la seule station de radiodiffusion gouvernementale, j'ai pu apprendre qu'un seul coup de fil ou un télex suffisait pour demander une information directement exploitable dans nos médias. Le Ministre des Finances et de l'Economie ou le Ministre du Plan a prononcé un discours important devant l'Assemblée Générale de la Banque Mondiale? Notre nouvel Ambassadeur à WASHINGTON a présenté ses lettres de créances? L'USAID discute d'un projet important intéressant notre pays? Il suffit de demander à l'USIA de couvrir ces événements à notre compte et de nous envoyer pour exploitations les éléments sonores et/ou écrits, le tout ne devant entraîner aucune condition financière de l'ORINFO si ce n'est les frais de téléphone ou de télex. C'est un service que je me propose d'exploiter dans les jours à venir.

Quant au rôle des Médias dans le Développement, Monsieur Allan KULAKOW, Directeur des Programmes région Afrique à l'Académie pour le Développement de l'Education qui nous l'a présenté a parlé de l'importance du Développement des Communications au niveau national, particulièrement face à la diminution de l'aide extérieure. Il a discuté des méthodes de développement et de soutien des médias à l'intérieur d'un pays.

Les activités de la journée du 28 septembre 1987 se sont déroulées au Département d'Etat.

A l'Agence Américaine pour le Développement International, il était question des programmes de Développement de l'AID en Afrique. Comment cette agence intervient-elle dans le développement économique de l'Afrique? Quels sont les mécanismes de contrôle et d'évaluation dont dispose l'Agence dans ses projets de développement en Afrique?...

Nous avons ensuite assisté à une séance d'information pour la presse, toujours au Département d'Etat. Cette séance d'information quotidienne renseigne les nombreux journalistes accrédités à WASHINGTON sur les activités politiques et/ou économiques du jour. Un porte-parole du Département d'Etat s'adresse à la presse pour parler brièvement des problèmes politiques de l'heure et de leur évolution, donne le point de vue du gouvernement américain et répond aux questions des journalistes. C'est une activité très intéressante qui permet à la presse d'avoir une idée précise et un point de vue officiel des grands problèmes du moment. Au cours de notre visite, la guerre du golfe et la situation intérieure aux Philippines constituaient les principaux sujets d'actualité aux Etats Unis.

Le dernier jour de notre premier programme à WASHINGTON, D.C était réservé à l'évaluation. C'était le 29 septembre 1987. Auparavant, nous avons visité le Centre pour les Journalistes étrangers, sis en Virginie et qui permet aux journalistes étrangers d'échanger des idées et des points de vue au sujet du journalisme dit "objectif". Ce centre offre aussi des cours de perfectionnement, des séminaires et des services d'experts-conseils.

A l'entrée de l'Immeuble qui abrite cette institution, nous sommes d'abord frappés par une grande carte murale qui indique les pays libres, les semi-libres et les non-libres. Les pays non libres sont représentés en Noir, les semi-libres par des bandes parallèles blanches sur un fond noir, tandis que les pays libres sont en blanc. L'Afrique est entièrement en noir à quelques rares exceptions des pays semi-libres comme le Sénégal et La République Sud-Africaine. Notre indignation commence, mais nous attendons les explications du Directeur Exécutif de cette institution. Il se manifeste, parle des objectifs de "sa maison", les critères de liberté et se met à commenter la carte ci-haut mentionnée. La 1ère question qui lui est posée concerne naturellement l'Afrique du Sud. Tout en reconnaissant les injustices du régime de ce pays, notre interlocuteur s'évertue à nous prouver, sans nous convaincre, comment l'Afrique du Sud est quand-même semi-libre, à la différence des autres pays africains! Notre indignation grandit, et le 1er contingent, à titre de réaction, quitte la salle. Notre indignation sera totale lorsque notre interlocuteur s'aventurera à nous expliquer pourquoi sa "carte" considère les "bantoustans" d'Afrique du Sud comme des Etats autonomes, voire même indépendants! Indépendance non reconnue par aucun Etat au monde, y compris les Etats-Unis, sauf la République Sud-Africaine. Le reste du groupe quitte la salle et notre programme enregistre son 1er et unique incident, heureusement! J'ai tenu à mentionner cet incident, puisqu'il illustre certaines idéologies qui n'admettent pas que l'Afrique du Sud est un véritable fléau pour l'Humanité. Comment en effet, un gouvernement minoritaire oppressif peut-il encore être considéré à l'heure actuelle comme représentant, un Etat libre? La liberté de la presse, très chère aux Américains, existe-t-elle en Afrique du Sud, où un porte-parole officiel est seul habilité à fournir les informations gouvernementales, où les journalistes et correspondants étrangers sont étroitement surveillés dans leurs mouvements et interdits d'accès aux principales sources d'information? Heureusement que nos confrères américains étaient entièrement d'accord avec nos observations, tranchant en cela avec les vieilles idées conservatrices qui ne veulent pas regarder la vérité en face.

2.3. PROGRAMME D'EAST LANSING (MICHIGAN)

Du 4 au 7 octobre 1987.

Dans la capitale de l'Etat de MICHIGAN, nous avons suivi un séminaire intensif organisé spécialement à notre intention par les professeurs de la 'State University of MICHIGAN (MSU) - Université d'Etat de MICHIGAN. Ces cours se déroulaient à l'Université même. Les professeurs de cette Université ont la particularité de connaître l'Afrique, en raison de nombreux projets de recherches qu'ils y effectuent. En outre, cette Université collabore souvent avec des institutions américaines d'aide et de financement, telle l'USAID, dans leurs programmes en Afrique. L'Université est donc consultée pour fournir des conseils techniques ou détacher temporairement des professeurs pour le suivi et le contrôle des projets. Ainsi par exemple en ce qui concerne notre pays, le "projet de Statistiques et d'Enquêtes Agricoles" a été en relations étroites avec la MSU, si bien que son Directeur y poursuit actuellement des études d'économie agricole au niveau du 3ème cycle. De plus, un professeur de cette Université me disait qu'il avait une mission scientifique qu'il devait effectuer à l'ISAR Rubona au cours du mois de novembre.

S'agissant particulièrement de notre programme, nous avons suivi des exposés plutôt scientifiques que nous ne digérons pas toujours facilement, mais comme ils étaient souvent les résultats des travaux académiques effectués en Afrique, ils ne nous intéressaient qu'à ce titre. Ainsi avons-nous suivi des exposés dont les thèmes allaient de l'Agriculture à la politique en passant par la médecine humaine, l'hygiène, l'économie, etc...

Quelques thèmes de ces exposés :

- perspectives offertes par une révolution verte en Afrique
- Industrialisation et Développement
- Aspects sociaux du Développement
- Points de vue américains du Développement de l'Afrique
- Aspects politiques et administratifs du Développement.
- Salubrité alimentaire en Afrique
- Education au service du Développement de l'Afrique
- Problèmes sanitaires et développement
- Politique de développement et production animale
- Questions de politiques en matière de sylviculture....

PROGRAMME DE SAN FRANCISCO.

CALIFORNIE.

Du 10 au 15 octobre 1987.

La dernière étape de notre programme s'est déroulée à SAN Francisco. Deux thèmes principaux ont dominé nos discussions: il s'agit de la politique américaine en Afrique et de la couverture de l'Afrique par les médias américains.

A l'Institut des Etudes Contemporaines de San Francisco, fondé par le gouvernement de la CALIFORNIE, un spécialiste en sciences politiques nous a parlés spécifiquement de la politique américaine en Afrique du Sud. Cet Institut a publié plusieurs ouvrages sur la situation politique en Afrique du Sud. Les débats qui ont suivi l'exposé de ce spécialiste étaient assez animés, mais ils se sont déroulés dans une ambiance plutôt objective.

Au département des Etudes Africaines de l'Institut des Etudes Internationales de l'Université de CALIFORNIE à BERKELEY, il était question de discuter des sujets importants affectant les relations américano-africaines. C'était pour nous une occasion de discuter avec des professeurs d'université qui ont des points de vue indépendants sur la politique américaine. On pouvait conclure, à l'issue de ces discussions, que l'Afrique n'intéresse les Etats Unis que quand il s'agit de luttes d'influence entre les Super-Grands, autrement dit, les Etats-Unis interviennent en Afrique généralement pour ~~contrex~~ l'intervention soviétique sur ce continent.

L'Université de CALIFORNIE à BERKLEY a une faculté de journalisme extrêmement intéressante. Elle forme des journalistes de niveau "Maîtrise" mais donne une formation plutôt pratique. Les professeurs à cette faculté sont généralement des anciens professionnels éminents qui ont fait leurs preuves sur le terrain. Aussi ne doit-on pas s'étonner de voir cette faculté attirer des Etudiants du monde entier provenant aussi bien des Etats-Unis que d'Europe et d'Amérique Latine.

..../....

.../....